Crise de l'habitat/Errance d'un ministre

Moubamba et ses éternelles chimères

Nicolas Ndong Essono

Le nouvel ordre urbanistique, cher à Bruno Ben Moubamba, est une chimère qui achèvera le suicide politique dans lequel ce dernier s'est empêtré en s'alliant à la dictature politico-militaire d'Ali Bongo. Car, depuis 2009, année au cours de laquelle l'imposteur a accédé au pouvoir, rares sont les promesses qu'il a pu tenir.

En effet, l'ambitieux projet d'Ali Bongo de construire 5 000 logements par an est un échec cuisant qui suscite d'ailleurs l'ire de ce dernier. Et aujourd'hui, malgré la valse des titulaires à la tête du département de l'Habitat, rien n'y est et ne sera fait. Bien plus, ce n'est pas Bruno Ben Moubamba qui pourra réussir où Ali Bongo lui-même a copieusement échoué.

D'ailleurs, la nomination de celui qu'on appelle BBM est en réalité une stratégie politique dont l'objectif était de placer dans ses mains une patate chaude qui, à force de chauffer, conduira à sa pendaison politique pour incapacité ou insuffisance de résultat. C'est exactement ce qui est en train de se réaliser avec le problème des logements sociaux de Bikélé et d'Angondjé.

Car sitôt fait vice-Premier ministre en charge de l'Habitat et du Logement du gouvernement de Franck Emmanuel Issoze Ngondet, Bruno Ben Moubamba s'est lancé dans une guerre contre ses compatriotes qu'il qualifie désormais, à tort ou à raison, de squatters ayant investi les cités de l'Emergence et de l'Egalité des chances, au nord de Libreville, à Angondjé, ainsi que celle de Bikélé sur la Nationale 1. Seulement, le tout nouveau émergent, chantre du nouvel ordre urbanistique, ne s'est pas suffisamment renseigné sur les conditions dans lesquelles ces « *propriétaires* » le sont devenus. A en croire ces derniers, la méthode militaire utilisée ne cadre pas avec la multitude de procédures qui peuvent être mises en œuvre pour proposer des solutions conciliantes à un problème qui n'en n'est pas un réellement.

Bruno Ben Moubamba, comme un sorcier politique, est en train d'échouer dans la résolution de la crise du logement.

Aux dires des occupants des cités querellées, Bruno Ben Moubamba occulterait les règles déontologiques en la matière et saperait les fondements de l'Etat de droit qu'il a oublié en si peu de temps. Lui qui, hier encore, à travers un discours démagogique et démentiel, se proclamait défenseur des droits, de l'égalité, de l'équité et du bien-être des Gabonais. Bruno Ben Moubamba sait-il que dans ces cités vivent près 5 000 âmes qu'il aura du mal à reloger tant l'habitat reste, avec bien d'autres secteurs, hélas, le talon d'Achille de la politique gouvernementale ? Qu'adviendrait-il si tout ce beau monde, qui semblait déjà avoir trouvé un équilibre dans ces lieux, en était vidé ? Des Gabonais en plus à mettre à la rue par ces temps de crise quasi généralisée. Et pourtant, ce ne sont pas les solutions qui manquent pour résoudre cette équation. Il est, par exemple, proposé aux autorités de recenser les occupants desdites cités dont la dénomination en dit long aux fins d'officialiser leur statut dans ces lieux et d'ouvrir en concertation avec ces derniers la procédure d'attribution des logements. Cette solution ne serait pas bonne à exploiter si l'on tient à éviter de faire des mécontents supplémentaires. Et ces mécontents supplémentaires ne viendraient-ils pas grossir les rangs d'une population déjà fortement paupérisée ?

Au lieu de s'engager dans la construction de logements et dans des opérations de charme en direction de potentiels investisseurs immobiliers pour vite rassurer les Gabonais qui attendent avec impatience que s'écoulent les 100 jours de lune de miel du gouvernement Issoze Ngondet pour le juger au pied du mur, voici son département du Logement et de l'Habitat qui dévie de la trajectoire et annonce les couleurs, pour ne pas dire les intentions réelles, qui régiront l'après-100 jours. D'où la question de savoir si en réalité loger les Gabonais est pris comme une priorité par les autorités qui devraient, pour nous le prouver, prendre le taureau par les cornes, c'est-à-dire, faire tout ce qui est possible pour résoudre ce problème épineux dans des délais raisonnables qui éviteront à nos compatriotes de Bikelé et d'Angondjé d'être jetés à la belle étoile. Mais au regard de ce qui se fait, le football, à travers la Can, est la priorité des priorités devant le logement et l'éducation.